

Eurodéputée : **Esteban Gonzales Pons**
Groupe politique : **Parti populaire européen (PPE)**
État membre : **Espagne**



Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **Arba Kokalari**
Groupe politique : Parti populaire européen
État membre : Suède



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

La **Suède** a fait de ses déchets une mine d'or. Le pays représente 4,4 millions de tonnes d'ordures chaque année. 1% seulement finit dans des décharges, contre 25% en France. La Suède diverte (recycle/composte/incinère) 96 % de ses ordures produites. Dans certains centres commerciaux du pays, 100% des produits sont recyclés, un concept unique au monde. La Suède veut aller encore plus loin et s'est fixée un nouvel objectif. D'ici trois ans, le pays espère réutiliser 100% de ses déchets et éliminer totalement les décharges.

Eurodéputé : **Lukas MANDL**
Groupe politique : Parti populaire européen
État membre : Autriche



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : **Vladimir Bilčic**
Groupe politique : Parti populaire européen
État membre : Slovaquie



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

En **Slovaquie**, 75% des déchets municipaux ne sont pas recyclés. Le pays a été sanctionné par l'Union européenne pour non-respect du droit de l'UE en matière de mise en décharge qui doit diminuer au profit d'un plus grand recyclage des déchets.

Eurodéputée : **Manfred Weber**
Groupe politique : Parti populaire européen
État membre : Allemagne



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orbán, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les États membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'État membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputée : **Roberta Metsola**
Groupe politique : Parti populaire européen
État membre : Malte



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les États membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

Malte est le mauvais élève de l'Europe, avec moins d'un déchet sur dix qui est recyclé (6,7%). De plus, les habitants produisent 600 kg de déchets par personne et par an, et situant ainsi le pays au pied du podium des pays créant le plus de déchets par habitant.

Eurodéputé : **Sandra Kalniete**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Lettonie



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

La **Lettonie** recycle 29% des déchets produits. Cependant, ce taux a été multiplié par environ 6 fois depuis 2004. De plus, le pays produit moins de 400 kg de déchets par an et par habitant.

Eurodéputé : **Kris Peeters**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Belgique



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

La **Belgique** figure parmi les bons élèves avec 67% de sa population qui bénéficie d'une collecte séparée (principalement en Flandre belge). Les Belges trient effectivement les papiers et cartons ; les emballages PMC : plastiques, métaux et cartons à boissons et les autres déchets ménagers.

Eurodéputé : **Aldo Patriciello**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Italie



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible ! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputé : **Sven Schulze**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Allemagne



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Anne Sander**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : France



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Simone Schmiedtbauer**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Autriche



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : **Inese Vaidere**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Lettonie



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

La **Lettonie** recycle 29% des déchets produits. Cependant, ce taux a été multiplié par environ 6 fois depuis 2004. De plus, le pays produit moins de 400 kg de déchets par an et par habitant.

Eurodéputé : **Juan Ignacio Zoido**
Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen
État membre : Espagne



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **Silvio Berlusconi**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Italie



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible ! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputé : **Filvio Martusciello**
Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen
État membre : Italie



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible ! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputé : **Francisco José Millán Mon**
Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen
État membre : Espagne



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orban, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les Etats membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **Pilar Del Castillo Vera**
Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen
État membre : Espagne



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orbán, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les États membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **François-Xavier Bellamy**
Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen
État membre : France



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orbán, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les États membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'État membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Giuseppe Milazzo**

Groupe au Parlement européen : Parti populaire européen

État membre : Italie



Position du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

Le PPE regroupe l'ensemble des droites chrétiennes et démocrates de l'Union européenne. Il s'agit donc d'une vaste union alliant aussi bien la droite centriste favorable à une économie sociale de marché d'Angela Merkel à la droite très conservatrice de Viktor Orbán, Premier ministre hongrois.

Le PPE voit le recyclage du plastique comme un élément clé pour la protection de l'environnement à condition de créer un marché viable pour cela. Cela passe notamment en incitant les entreprises à utiliser plus de plastiques recyclés. L'emballage multicouche doit être réduit. Le PPE salue le financement de 100 millions d'euros pour la recherche et le soutien à la lutte contre les déchets marins. Chaque niveau de production doit être inclus dans la lutte contre la production de déchets afin de maximiser les résultats.

Le PPE soutient l'économie circulaire. Ils voient la compétitivité et la croissance durable comme les deux côtés d'une même pièce, et pointent les 2,5 milliards de perte de matières premières dus à une mauvaise gestion des déchets alors qu'elles deviennent de plus en plus chères. Ils souhaitent avoir une seule méthode pour tous les États membres pour mesurer les objectifs de recyclage afin de calculer les progrès faits selon ces objectifs. Le nombre de déchets produit doit diminuer ou alors être transformé en ressources. Ils mettent en avant l'effet bénéfique que cela aurait sur la création de 80 000 emplois et réinjecter des milliards dans l'économie. Ils soutiennent également la responsabilisation des producteurs sur le cycle entier du produit, et devront ainsi verser une contribution pour la reprise du produit, son recyclage et son élimination finale.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible ! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputée : **Miriam DALLI**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Malte



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques** et revoir à la hausse les **objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

Malte est le mauvais élève de l'Europe, avec moins d'un déchet sur dix qui est recyclé (6,7%). De plus, les habitants produisent 600 kg de déchets par personne et par an, et situant ainsi le pays au pied du podium des pays créant le plus de déchets par habitant.

Eurodéputé : **Éric Andrieux**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : France



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputée : **Hannes Heide**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Autriche



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputée : **Kathleen VAN BREMPT**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Belgique



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

La **Belgique** figure parmi les bons élèves avec 67% de sa population qui bénéficie d'une collecte séparée (principalement en Flandre belge). Les Belges trient effectivement les papiers et cartons ; les emballages PMC : plastiques, métaux et cartons à boissons et les autres déchets ménagers.

Eurodéputée : **Simona BONAFÈ**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Italie



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible ! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputé : **Carlo Calenda**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Italie



Groupes de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible ! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputée : **Delara Burkhardt**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Allemagne



Groupes de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputée : Pietro Bartolo
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Italie



Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible ! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputé : **Raphaël Glucksman**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : France



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : Alfred Sant
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Malte



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques** et **revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

Malte est le mauvais élève de l'Europe, avec moins d'un déchet sur dix qui est recyclé (6,7%). De plus, les habitants produisent 600 kg de déchets par personne et par an, et situant ainsi le pays au pied du podium des pays créant le plus de déchets par habitant.

Eurodéputée : Evelyn Regner
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Autriche



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : Günther Sidl
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Autriche



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : Pierre Larroutourou
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : France



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques** et revoir à la hausse les **objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputée : **Aurore Lalucq**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : France



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputée : Katarina Barley
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Allemagne



Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques** et revoir à la hausse les **objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputée : **Iratxe Garcia Pérez**
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Espagne



Groupes de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputée : Clara Eugenia Aguilera Garcia
Groupe politique : Socialistes et démocrates
État membre : Espagne



Groupes de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

Position de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates

Le groupe des Socialistes et Démocrates regroupe l'ensemble des sociaux-démocrates européens. Il est « partisan d'une société européenne intégratrice fondée sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la diversité, et l'équité. »

Le groupe S&D soutient le modèle de développement circulaire afin de réinjecter plus de 600 millions de tonnes de déchets produits en Europe chaque année. En plus de souligner la perte financière que le non recyclage de plastique entraîne (entre 70 et 105 milliards) ainsi que les impacts néfastes sur l'environnement, le groupe met en avant les impacts sur la santé, notamment des microparticules plastiques présentes dans l'air, l'eau potable, certains aliments.

Ils souhaitent entre autres :

- revoir à la hausse l'**objectif de recyclage** des déchets municipaux – provenant des ménages et des entreprises – pour **atteindre 70 % à l'horizon 2030** ;
- limiter les décharges (la méthode d'élimination la plus nuisible à l'environnement) à 5 % à l'horizon 2030, soit un objectif nettement plus ambitieux que les 10 % prévus par la Commission ;
- **réduire de moitié à l'horizon 2030 les déchets marins de l'UE** ;
- encourager l'**utilisation d'emballages biologiques et revoir à la hausse les objectifs de recyclage de matériaux d'emballage** comme le papier, le carton, les plastiques et le verre, pour atteindre les **80 % en 2030** ;
- étendre la responsabilité du producteur à l'ensemble des produits, afin que les producteurs couvrent la totalité du coût de la gestion des déchets liée à leurs produits ;
- donner la **priorité à la prévention, la réutilisation et le recyclage des déchets en cas d'affectation de fonds de l'UE** ;
- substituer aux matières premières nuisibles à l'environnement ou à haute consommation énergétique les alternatives écologiquement durables ;
- **développer des campagnes de sensibilisation et d'éducation** concernant la prévention des déchets.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **Luis Garicano**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Espagne



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : Nicolas Beer
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Allemagne



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Andres Glück**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Allemagne



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Pascal Canfin**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : France



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputée : **Catherine Chabaud**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : France



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : Olivier Chastel
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Belgique



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

La **Belgique** figure parmi les bons élèves avec 67% de sa population qui bénéficie d'une collecte séparée (principalement en Flandre belge). Les Belges trient effectivement les papiers et cartons ; les emballages PMC : plastiques, métaux et cartons à boissons et les autres déchets ménagers.

Eurodéputée : **Claudia Gamon**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Autriche



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputée : **Ivar Ijabs**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Lettonie



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

La **Lettonie** recycle 29% des déchets produits. Cependant, ce taux a été multiplié par environ 6 fois depuis 2004. De plus, le pays produit moins de 400 kg de déchets par an et par habitant.

Eurodéputé : **Guy Verhofstadt**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Belgique



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

La **Belgique** figure parmi les bons élèves avec 67% de sa population qui bénéficie d'une collecte séparée (principalement en Flandre belge). Les Belges trient effectivement les papiers et cartons ; les emballages PMC : plastiques, métaux et cartons à boissons et les autres déchets ménagers.

Eurodéputée : **Stéphanie Yon-Courtin**
Groupe politique : Renew Europe
État membre : France



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputée : **Susana Solis Perez**

Groupe politique : Renew Europe

État membre : Espagne



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : Jan-Christoph Oetjen
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Allemagne



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : Barbra Ann Gibson
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Royaume-Uni



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

Mercredi 28 mars 2018, le gouvernement britannique a annoncé sa volonté d'instaurer un système de consigne sur les bouteilles en plastique. Cette initiative se place dans le cadre de son plan de lutte contre les déchets.

Le Royaume-Uni a instauré une taxe de 5 pences sur les sacs de caisse en octobre 2015. En juillet 2016, le nombre de sacs distribués avait baissé de 85%. Au 1er juillet 2018, le pays a également interdit les micro-billes plastiques (après en avoir interdit la vente au 1er janvier) et le Ministère de l'Environnement britannique a annoncé la mise en place d'un système de consigne pour les bouteilles en plastique.

Eurodéputé : Dinesh Dhamjia
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Royaume-Uni



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

Mercredi 28 mars 2018, le gouvernement britannique a annoncé sa volonté d'instaurer un système de consigne sur les bouteilles en plastique. Cette initiative se place dans le cadre de son plan de lutte contre les déchets.

Le Royaume-Uni a instauré une taxe de 5 pences sur les sacs de caisse en octobre 2015. En juillet 2016, le nombre de sacs distribués avait baissé de 85%. Au 1er juillet 2018, le pays a également interdit les micro-billes plastiques (après en avoir interdit la vente au 1er janvier) et le Ministère de l'Environnement britannique a annoncé la mise en place d'un système de consigne pour les bouteilles en plastique.

Eurodéputé : Chris Davies
Groupe politique : Renew Europe
État membre : Royaume-Uni



Position de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

L'ALDE, le parti centriste du Parlement européen, est un des groupes politiques les plus favorables à la construction européenne et aussi fédéraliste. Libéral à la fois sur les questions politiques, de société et d'économie, il veut mettre l'économie au service des citoyens.

Le groupe politique ALDE considère que les politiques environnementales doivent être un moyen de renforcer l'économie et permettre la création de richesses. Un équilibre doit donc être trouvé afin que les objectifs économiques et environnementaux soient satisfaits. Les politiques environnementales peuvent permettre de rendre un environnement durable et ainsi de faire durer les emplois. ALDE se bat pour que les règles instaurées permettent une concurrence équitable entre les différents acteurs économiques.

“Le passage à une économie circulaire où rien n'est gaspillé et où les matériaux sont utilisés efficacement est essentiel afin de stimuler la croissance et la compétitivité européennes tout en protégeant l'environnement.” Le groupe dénonce également l'envoi des déchets européens en Chine qui “les recycle, génère une matière première secondaire et des produits bon marché qui sont renvoyés vers l'UE et nous les achetons. Ces produits provenant de nos déchets représentent une vive concurrence pour les entreprises européennes. Nous devrions garder cela à l'esprit et ne plus gaspiller nos ressources.”

Position de l'Etat membre

Mercredi 28 mars 2018, le gouvernement britannique a annoncé sa volonté d'instaurer un système de consigne sur les bouteilles en plastique. Cette initiative se place dans le cadre de son plan de lutte contre les déchets.

Le Royaume-Uni a instauré une taxe de 5 pences sur les sacs de caisse en octobre 2015. En juillet 2016, le nombre de sacs distribués avait baissé de 85%. Au 1er juillet 2018, le pays a également interdit les micro-billes plastiques (après en avoir interdit la vente au 1er janvier) et le Ministère de l'Environnement britannique a annoncé la mise en place d'un système de consigne pour les bouteilles en plastique.

Eurodéputé : **Martin Schiderwan**

Groupe politique : Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

État membre : Allemagne



Position de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

L'union des gauches radicales européenne est pour la défense des citoyens contre l'exploitation des grandes entreprises et du marché libre. Elle s'oppose à la vision néolibérale de l'UE qui va à l'encontre des droits des citoyens.

Le groupe considère que l'environnement doit faire partie de toutes les politiques européennes. Il travaille activement pour l'adoption d'objectifs ambitieux pour lutter contre le changement climatique. Le groupe GUE/NGL veut aller plus loin dans les énergies renouvelables, du recyclage, de la protection de la diversité et de la qualité de l'air et de l'eau en Europe et dans le monde.

Ils soutiennent l'économie circulaire mais mettent en avant qu'il faut diminuer les déchets, même si ces derniers sont recyclés dans le cadre de l'économie circulaire. Ils sont contre l'incinération des déchets, qui émettent des effets de serre, mais également les dioxines produites sont cancérigènes.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Pernando Barrena**

Groupe politique : Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

État membre : Espagne



Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique
European United Left/Nordic Green Left
Groupe Parlementaire-Parliamentary Group

Position de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

L'union des gauches radicales européenne est pour la défense des citoyens contre l'exploitation des grandes entreprises et du marché libre. Elle s'oppose à la vision néolibérale de l'UE qui va à l'encontre des droits des citoyens.

Le groupe considère que l'environnement doit faire partie de toutes les politiques européennes. Il travaille activement pour l'adoption d'objectifs ambitieux pour lutter contre le changement climatique. Le groupe GUE/NGL veut aller plus loin dans les énergies renouvelables, du recyclage, de la protection de la diversité et de la qualité de l'air et de l'eau en Europe et dans le monde.

Ils soutiennent l'économie circulaire mais mettent en avant qu'il faut diminuer les déchets, même si ces derniers sont recyclés dans le cadre de l'économie circulaire. Ils sont contre l'incinération des déchets, qui émettent des effets de serre, mais également les dioxines produites sont cancérigènes.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputée : **Manon Aubry**

Groupe politique : Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

État membre : France



Position de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

L'union des gauches radicales européenne est pour la défense des citoyens contre l'exploitation des grandes entreprises et du marché libre. Elle s'oppose à la vision néolibérale de l'UE qui va à l'encontre des droits des citoyens.

Le groupe considère que l'environnement doit faire partie de toutes les politiques européennes. Il travaille activement pour l'adoption d'objectifs ambitieux pour lutter contre le changement climatique. Le groupe GUE/NGL veut aller plus loin dans les énergies renouvelables, du recyclage, de la protection de la diversité et de la qualité de l'air et de l'eau en Europe et dans le monde.

Ils soutiennent l'économie circulaire mais mettent en avant qu'il faut diminuer les déchets, même si ces derniers sont recyclés dans le cadre de l'économie circulaire. Ils sont contre l'incinération des déchets, qui émettent des effets de serre, mais également les dioxines produites sont cancérigènes.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Manuel Bompard**

Groupe politique : Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

État membre : France



Position de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

L'union des gauches radicales européenne est pour la défense des citoyens contre l'exploitation des grandes entreprises et du marché libre. Elle s'oppose à la vision néolibérale de l'UE qui va à l'encontre des droits des citoyens.

Le groupe considère que l'environnement doit faire partie de toutes les politiques européennes. Il travaille activement pour l'adoption d'objectifs ambitieux pour lutter contre le changement climatique. Le groupe GUE/NGL veut aller plus loin dans les énergies renouvelables, du recyclage, de la protection de la diversité et de la qualité de l'air et de l'eau en Europe et dans le monde.

Ils soutiennent l'économie circulaire mais mettent en avant qu'il faut diminuer les déchets, même si ces derniers sont recyclés dans le cadre de l'économie circulaire. Ils sont contre l'incinération des déchets, qui émettent des effets de serre, mais également les dioxines produites sont cancérigènes.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Miguel Urbán Crespo**

Groupe politique : Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

État membre : Espagne



Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique
European United Left/Nordic Green Left
Groupe Parlementaire-Parliamentary Group

Position de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

L'union des gauches radicales européenne est pour la défense des citoyens contre l'exploitation des grandes entreprises et du marché libre. Elle s'oppose à la vision néolibérale de l'UE qui va à l'encontre des droits des citoyens.

Le groupe considère que l'environnement doit faire partie de toutes les politiques européennes. Il travaille activement pour l'adoption d'objectifs ambitieux pour lutter contre le changement climatique. Le groupe GUE/NGL veut aller plus loin dans les énergies renouvelables, du recyclage, de la protection de la diversité et de la qualité de l'air et de l'eau en Europe et dans le monde.

Ils soutiennent l'économie circulaire mais mettent en avant qu'il faut diminuer les déchets, même si ces derniers sont recyclés dans le cadre de l'économie circulaire. Ils sont contre l'incinération des déchets, qui émettent des effets de serre, mais également les dioxines produites sont cancérigènes.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **Yannick Jadot**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : France



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Ernest Urtasun**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Espagne



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **Diana Riber Giner**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Espagne



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

L'**Espagne** est deuxième, après la Turquie, dans le classement des pays qui déversent le plus de déchets plastiques en Méditerranée, révèle une étude de l'ONG WWF, publiée à l'occasion de la Journée mondiale des océans.

Eurodéputé : **Romeo Franz**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Allemagne



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Daniel Freund**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Allemagne



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Sarah Wiener**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Autriche



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : **Tatjana Zdanoka**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Lettonie



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

La **Lettonie** recycle 29% des déchets produits. Cependant, ce taux a été multiplié par environ 6 fois depuis 2004. De plus, le pays produit moins de 400 kg de déchets par an et par habitant.

Eurodéputée : **Monika Vana**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Autriche



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : **Pär Holmgren**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Suède



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

La **Suède** a fait de ses déchets une mine d'or. Le pays représente 4,4 millions de tonnes d'ordures chaque année. 1% seulement finit dans des décharges, contre 25% en France. La Suède diverte (recycle/composte/incinère) 96 % de ses ordures produites. Dans certains centres commerciaux du pays, 100% des produits sont recyclés, un concept unique au monde. La Suède veut aller encore plus loin et s'est fixée un nouvel objectif. D'ici trois ans, le pays espère réutiliser 100% de ses déchets et éliminer totalement les décharges.

Eurodéputé : **Alice Bah Kuhnke**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Suède



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

La **Suède** a fait de ses déchets une mine d'or. Le pays représente 4,4 millions de tonnes d'ordures chaque année. 1% seulement finit dans des décharges, contre 25% en France. La Suède diverte (recycle/composte/incinère) 96 % de ses ordures produites. Dans certains centres commerciaux du pays, 100% des produits sont recyclés, un concept unique au monde. La Suède veut aller encore plus loin et s'est fixée un nouvel objectif. D'ici trois ans, le pays espère réutiliser 100% de ses déchets et éliminer totalement les décharges.

Eurodéputé : **François Alfonsi**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : France



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Shaffaq Mohammed**
Groupe politique : Parti vert européen
État membre : Royaume-Uni



Position des Verts / Alliance Libre européenne

Les Verts/ALE souhaitent construire une société respectueuse des droits fondamentaux et de la justice environnementale. L'UE doit se réorienter car elle est trop axée sur une conception économique au détriment des valeurs sociales, culturelles et écologiques. Ils soutiennent une Union fédéraliste et une construction européenne plus poussée.

Le groupe met au cœur de son action l'environnement et le climat. Les politiques environnementales doivent ainsi être prises en compte dans toutes les politiques européennes. Les Verts/ALE ont pour priorité de s'attaquer aux changements climatiques par le biais d'une révolution énergétique verte visant une réduction de la consommation d'énergie, une utilisation plus efficace et un passage aux énergies renouvelables en excluant le nucléaire. Ils soutiennent évidemment l'économie circulaire, qui permet de recycler mais également de réduire les déchets, créant des bénéfices importants pour l'économie, le travail et l'environnement.

Position de l'Etat membre

Mercredi 28 mars 2018, le gouvernement britannique a annoncé sa volonté d'instaurer un système de consigne sur les bouteilles en plastique. Cette initiative se place dans le cadre de son plan de lutte contre les déchets.

Le Royaume-Uni a instauré une taxe de 5 pences sur les sacs de caisse en octobre 2015. En juillet 2016, le nombre de sacs distribués avait baissé de 85%. Au 1er juillet 2018, le pays a également interdit les micro-billes plastiques (après en avoir interdit la vente au 1er janvier) et le Ministère de l'Environnement britannique a annoncé la mise en place d'un système de consigne pour les bouteilles en plastique.

Eurodéputé : **Angelo CIOCCA**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : Italie



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputée : **Harald Vilimsky**
Groupe politique : Europe des Nations et des Libertés
État membre : Autriche



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : **Marco Zanni**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : Italie



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'Etat membre

En **Italie**, l'expérience de Milan, deuxième ville d'Italie, montre que la collecte séparée est aussi envisageable à grande échelle. Même avec 1,34 millions d'habitants et 80% d'habitat collectif c'est possible! Le tri à la source avec collecte en porte-à-porte a été lancé en 2012. La municipalité a mis à la disposition de ses habitants un bio-seau, 25 sacs compostables et un conteneur de 120 litres par immeuble. Ce sont désormais 90 kg de biodéchets par habitant et par an qui sont collectés (contre 31 kg en 2012). La collecte a permis de réduire considérablement la part des ordures ménagères résiduelles (OMR), de 342 kg par habitant et par an en 2011 à 244 kg en 2014. Elle a aussi augmenté la qualité du tri des autres déchets. Cependant, 48% des déchets sont éliminés à l'échelle du pays.

En Italie, les sacs de caisse des magasins sont interdits depuis le 1er janvier 2011.

Eurodéputé : **Jörg Meuthen**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : Allemagne



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Christine Anderson**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : Allemagne



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Gilbert Collard**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : France



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'Etat membre

L'**Allemagne** est le premier pays européen en matière de déchets municipaux recyclés et compostés avec un taux de 66,1%. Cependant, le pays se place en deuxième position concernant les déchets produits par habitants sur un an (618 kg/habitant/an).

Eurodéputé : **Nicolas Bay**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : France



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Jordan Bardella**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : France



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'Etat membre

La **France** a pour objectif de recycler 100% de ses plastiques d'ici à 2025. Ainsi, en 2017, le pays se retrouvait en dernière position avant la Finlande avec un pourcentage de recyclage de 22,2 %, d'après l'étude menée par Plastics Europe, une association représentant les producteurs européens de matières plastiques.

Pour améliorer ses résultats, le gouvernement avait lancé l'idée, en février 2018, de recycler la consigne pour les canettes métalliques et les bouteilles en plastique. Cette possibilité est toujours à l'étude au ministère de la Transition écologique. Le gouvernement souhaite en effet "explorer d'autres modèles de collecte" afin d'arriver à recueillir l'ensemble des produits recyclables.

Eurodéputé : **Roman Haider**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : Autriche



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).

Eurodéputé : **Georg Mayer**
Groupe politique : Identité et démocratie
État membre : Autriche



Position d'Europe des Nations et des Libertés

Le groupe ENL regroupe les partis d'extrême-droite européens tels que le Rassemblement National (ex-FN) et la Ligue du Nord italienne. Il soutient une Europe des États souverains, qui respecte les identités individuelles et nationales. Il dénonce l'immigration de masse qui doit être régulée, et menace l'identité des États.

Concernant l'environnement, l'ENL se prononce contre les flux commerciaux qui provoquent des déchets, et prône un nouveau modèle économique qui protégerait les industries européennes. Toute proposition venant de l'UE afin de lutter contre la production de déchets est rejetée car est considérée comme illégitime et relevant des compétences des États membres, notamment en requérant des incitations fiscales et un contrôle minutieux des États membres mêmes.

De plus, chaque État a ses propres particularités que le niveau européen ne prend pas en compte comme la distinction entre déchets municipaux et commerciaux, et entre déchets organiques et alimentaires. Le groupe est contre la responsabilité étendue du producteur car cela ferait peser un fardeau sur les entreprises.

Position de l'État membre

En **Autriche**, 80% de la population bénéficie d'une collecte séparée des déchets organiques. Elle est le premier pays européen en termes de quantité de déchets compostés par an par habitant (175 kg contre 87 kg pour la France).